



Sécurité alimentaire et nutrition dans l'agenda post-2015 : de nouveaux défis et de nouvelles opportunités politiques au passage de l'OMD n° 1 à l'ODD n° 2

Bettina Prato, spécialiste en chef de l'engagement mondial, Département des stratégies et connaissances, Fonds international de développement agricole (FIDA), Rome, Italie

Introduction

L'objectif du Millénaire pour le développement n° 1 (OMD n° 1), approuvé par la communauté internationale en 1990, prévoyait de réduire de moitié la proportion de la population en situation d'extrême pauvreté ainsi que la proportion de personnes souffrant de la faim entre 1990 et 2015 (respectivement, cibles OMD 1.A et 1.C). Le nouvel agenda mondial pour le développement durable comporte à la place un objectif autonome, qui va au-delà de la faim chronique et qui intègre la notion très importante de nutrition. De plus, le deuxième Objectif de développement durable (ODD n° 2) proposé associe la sécurité alimentaire et la nutrition à une agriculture durable et résiliente aux changements climatiques, et attire une attention particulière sur les petits producteurs (notamment les agricultrices), en reconnaissant leur rôle majeur dans les systèmes alimentaires à l'échelle mondiale. Il s'agit d'une nouvelle approche comparée à l'agenda des OMD.

Œuvrer en faveur de l'éradication de la pauvreté par des stratégies de croissance inclusives, des politiques de protection sociale et des initiatives ciblant spécifiquement les plus démunis et les plus vulnérables continuera à avoir une incidence majeure sur la suppression de la faim et de la malnutrition. En outre, la mise en œuvre d'un ODD qui combine la faim, la nutrition et l'agriculture durable et inclusive présente de nouveaux défis et de nouvelles opportunités d'un point de vue stratégique. Cela nécessite notamment de renforcer les connaissances et de trouver des solutions politiques à trois grandes questions que sont :

- Comment mieux associer le développement agricole – et plus précisément, le développement agricole inclusif axé sur les petits exploitants (selon la cible 3 de l'ODD n° 2 axée sur les petits producteurs) – à l'amélioration de la nutrition ?
- Comment associer l'accès universel à l'alimentation (selon la cible 1 de l'ODD n° 2) à la réduction des écarts ruraux-urbains et au développement du potentiel économique des zones rurales, dans un contexte d'urbanisation rapide ?
- Comment accroître la productivité agricole de façon durable, tout en préservant la biodiversité et en améliorant la résilience et l'adaptation aux changements climatiques ?

Bien que ces questions soient loin d'être nouvelles dans la littérature (par exemple, voir Conway, 1998), l'ODD n° 2 offre une occasion, ô combien nécessaire, d'axer les programmes de recherche et les politiques autour de ces questions. Bien que présentant un intérêt universel, elles sont particulièrement importantes pour les pays en développement dans lesquels l'agriculture constitue

un employeur majeur, mais rencontre également de grandes difficultés en termes de productivité, de facteurs de pression sur l'environnement et de changement climatique, et dans lesquels la faim et d'autres formes de malnutrition coexistent, notamment dans le contexte de l'urbanisation. En accord avec la cible 3 de l'ODD n° 2, elles sont cruciales lorsque les petits producteurs constituent l'épine dorsale du secteur agricole et sont les principaux fournisseurs de produits alimentaires, comme c'est notamment le cas dans la majorité des pays d'Afrique et d'Asie.

Défi/opportunité n° 1 : travailler sur le lien agriculture-nutrition

Le regroupement des objectifs liés à la nutrition et à l'agriculture durable et résiliente sous l'ODD n° 2 devrait encourager les gouvernements et les partenaires du développement à examiner de près les liens pouvant être créés entre le développement de l'agriculture et les stratégies de nutrition, que ce soit à court ou à long terme. Le développement agricole sert bien sûr de nombreux autres objectifs économiques, sociaux et environnementaux en plus de la nutrition. De même, l'amélioration de la nutrition impose une action sur plusieurs fronts – la santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation, l'autonomisation des femmes, etc. Si l'ODD n° 2 ne remet pas cela en question, il suggère que, dans une perspective de développement durable, les modalités de réalisation de cet objectif peuvent bénéficier d'approches intégrées qui optimisent la contribution de l'agriculture durable et des systèmes alimentaires à l'amélioration de l'accès à la nourriture et de la nutrition (et vice-versa).

Tout en reconnaissant le manque d'éléments probants concernant l'impact sur la nutrition des initiatives axées sur l'agriculture, la littérature cite plusieurs stratégies dans lesquelles l'agriculture peut s'avérer « sensible à la nutrition ». Meeker et Haddad (2013) les résument comme suit : l'agriculture comme source de nourriture pour les ménages travaillant dans ce secteur ; l'agriculture comme source de revenus pouvant servir à acheter de la nourriture ; l'effet de l'offre et de la demande agricoles sur le prix des denrées alimentaires ; et les effets de la participation dans le secteur de l'agriculture sur la capacité des femmes à prendre des décisions en matière de nourriture, de santé et de soins au sein du foyer, le temps qu'elles consacrent à veiller à la bonne alimentation du foyer, et leur état nutritionnel. En outre, les choix et les modes de production et de post-récolte peuvent affecter la diversité, la composition nutritionnelle, la qualité et la sécurité des aliments, ce qui, à son tour, affecte la nutrition. Une partie de la littérature se concentre spécifiquement sur la façon dont l'agriculture des petits exploitants peut contribuer à la nutrition, en parvenant à des conclusions similaires (par exemple Wiggins et Keats, 2013).

Presque toutes ces stratégies s'articulent autour d'un vaste programme de recherche qui nécessite d'accentuer les efforts, d'augmenter les ressources et de renforcer la collaboration internationale. Il est notamment nécessaire de consolider les éléments probants pouvant orienter non seulement les projets locaux, mais également la conception et l'application de politiques adaptables à différents contextes. Les approches politiques pertinentes peuvent couvrir plusieurs domaines d'action, allant de politiques et de programmes de biofortification à des politiques visant à préserver la culture, l'élevage et la diversité alimentaire, en passant par des politiques qui favorisent la prise en compte des aspects nutritionnels dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, etc. La sécurité alimentaire est également un domaine important, qui nécessite recherche et innovation politique. Des activités de recherche visant à mieux orienter les choix politiques dans tous ces domaines sont en cours – par exemple, à l'échelle internationale, le programme de recherche du GCRAI sur l'agriculture au service de la nutrition et de la santé (www.a4nh.cgiar.org). Une collaboration entre les organisations internationales et les gouvernements (par exemple au sein de l'Union africaine) a également débuté afin de mieux intégrer la nutrition dans les stratégies sur l'agriculture. L'agenda post-2015 doit encourager une intensification et une accélération de tous ces efforts, en particulier dans les pays où des défis majeurs touchent à la fois l'agriculture et l'accès à une alimentation adéquate pour une grande partie de la population, notamment les personnes qui vivent de l'agriculture, de la pêche locale ou de l'élevage.

Défi/opportunité n° 2 : stimuler la dynamique urbaine-rurale à des fins de sécurité alimentaire et de nutrition

À une époque où les centres urbains et la population urbaine augmentent dans toutes les régions, il est devenu important pour les décideurs politiques de trouver les moyens pour une urbanisation durable. Une grande partie du débat sur l'urbanisation durable dans l'agenda post-2015 concernait les villes en soi – dont la planification urbaine, les infrastructures et les services. Pourtant, l'urbanisation affecte tant les zones urbaines que rurales, et son rythme, son échelle et ses modèles peuvent avoir différents impacts – positifs et négatifs – sur les paysages, les sociétés et les économies dans leur ensemble et ce, bien au-delà des frontières de n'importe quelle ville. Il est indispensable de reconnaître ce fait pour la réalisation de l'ODD n° 2.

Plus précisément, pour atteindre la cible de l'ODD n° 2 sur l'accès à l'alimentation pour tous, il faut relever le défi qui consiste à offrir une alimentation suffisante pour nourrir des villes de plus en plus peuplées, tout en admettant que la plupart des victimes de la faim et de la pauvreté vivent dans les zones rurales. Cela nécessite de renforcer le potentiel productif et économique des zones rurales, tout en tenant compte des diverses dynamiques sociales susceptibles de les affecter en conséquence de l'urbanisation, comme le vieillissement en milieu rural, la « féminisation » de l'agriculture et la marginalisation économique des petits producteurs agricoles pouvant résulter de défaillances du marché et d'autres facteurs. L'interdépendance urbaine-rurale est donc, d'une manière générale, un facteur majeur dont il va falloir tenir compte pour parvenir à une urbanisation et à un développement durables. L'interdépendance urbaine-rurale en matière d'approvisionnement alimentaire et d'accès à la nourriture est un élément clé de cette interdépendance à laquelle il faut faire attention si l'on veut atteindre l'ODD n° 2 (FIDA 2014). Admettre cette réalité implique, en résumé, d'améliorer l'efficacité, la viabilité et l'inclusivité des chaînes d'approvisionnement alimentaire couvrant les zones rurales et urbaines. Cela nécessite à son tour d'offrir tant une perspective de sécurité alimentaire et de nutrition qu'une perspective rurale-urbaine aux nouveaux investissements dans les infrastructures de transport, les réseaux d'énergie et les services – y compris les services financiers – qui peuvent être stimulés par les ODD. Il faut investir dans la capacité des producteurs ruraux – notamment les petits producteurs, femmes et hommes – à accéder librement aux biens et services dont ils ont besoin pour devenir des acteurs compétitifs sur le marché, tout en reconnaissant que l'urbanisation peut offrir de nouveaux moyens de subsistance pour beaucoup d'entre eux, en dehors de l'agriculture. Cela impose la mise en place d'un environnement politique et institutionnel pour des modèles d'entreprises inclusifs et durables dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire.

Là encore, les défis englobent la politique et la recherche, compte tenu de la compréhension encore limitée dans la plupart des contextes de la mesure dans laquelle les modèles d'urbanisation sont en train de remodeler l'offre et la demande alimentaire, de la façon dont les chaînes d'approvisionnement évoluent en réponse à la demande alimentaire croissante, et des conséquences sociales, économiques et environnementales dans les zones rurales, notamment pour les petits producteurs de denrées alimentaires. La recherche à orientation politique sur les modèles institutionnels de financement et de gouvernance favorisant des chaînes inclusives d'approvisionnement alimentaire est en cours dans de nombreux domaines, mais il reste beaucoup de chemin à parcourir. L'intensification du sentiment d'urgence et de l'orientation pratique des politiques peut contribuer à accélérer ces efforts. À l'avenir, la mise en œuvre et le suivi de l'agenda post-2015 peuvent également offrir des occasions de consolider et de partager la base de connaissances et l'expérience de différents pays dans ce domaine. Au niveau international, la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable en 2016 pourrait constituer une première étape pour renforcer la visibilité de cet agenda politique.

Défi/opportunité n° 3 : durabilité, résilience et accroissement de la productivité agricole

Il est désormais généralement admis que, si une nouvelle « révolution verte » est nécessaire pour accroître la productivité dans le secteur agricole, ce doit en être une dans laquelle la quête de gain de productivité doit se faire non seulement grâce à des semences ou à des races améliorées, mais aussi grâce à une utilisation plus efficace des intrants, une gestion plus durable des ressources naturelles et de meilleures pratiques agricoles.¹ La nécessité de rendre les systèmes agricoles plus résilients, en particulier aux chocs et aux facteurs de pression liés au climat, est de plus en plus acceptée non seulement dans la littérature scientifique, mais aussi dans le domaine politique. D'ailleurs, plusieurs groupes de pays ont insisté sur ce point dans le débat sur les ODD l'an dernier, que ce soit à New York ou ailleurs – par exemple, lors de la Conférence 2014 des Nations Unies sur les petits États insulaires en développement. La nécessité de réduire l'empreinte environnementale globale de l'agriculture (en tenant compte des grandes variations entre les contextes) est elle aussi communément admise dans la littérature, bien que davantage controversée au niveau politique que l'agenda sur la résilience et l'adaptation.

Dans les faits, il est difficile de passer d'une conviction communément admise à un changement de politique et de pratique. De plus, alors que la majeure partie de la recherche porte sur des variétés agricoles qui combinent des rendements plus élevés et une meilleure utilisation de l'eau, des nutriments et des intrants externes et/ou une plus grande tolérance aux contraintes climatiques, il est devenu nécessaire d'augmenter l'investissement, la collaboration internationale et le partage des connaissances (Beddington et al. 2012). Le programme de recherche doit se centrer davantage sur les cultures et les races qui sont particulièrement importantes pour les petits exploitants et qui sont susceptibles d'être adoptées dans leurs systèmes, notamment parmi les agricultrices. La prise en compte à la fois des aspects nutritionnels et des impératifs de rendement, d'utilisation efficace des intrants et de résilience ajoute à la complexité des programmes de recherche, et la gestion des compromis possibles est souvent une question d'ordre politique. Les pratiques de recherche et développement existantes montrent cependant un grand potentiel de situations « gagnant-gagnant » grâce à des pratiques agricoles plus efficaces et plus durables générant, au fil du temps, un gain de productivité (Pretty et al., 2006, 2011) ainsi que des bénéfices en termes de nutrition (par exemple, par le biais de la diversification des régimes alimentaires locaux). D'un point de vue politique, il est nécessaire d'aider à établir les bonnes priorités et de mobiliser des ressources suffisantes pour la recherche, en veillant à ce que les petits producteurs soient impliqués de manière centralisée. Des conditions favorables doivent permettre à tous les acteurs – y compris les petits producteurs – d'appliquer les résultats du programme. Une grande partie du programme politique lié à l'introduction de chaînes d'approvisionnement alimentaire efficaces, durables et inclusives et au renforcement des capacités d'investissement des petits producteurs peut y contribuer, à condition que les liens entre les programmes relatifs à la durabilité, à la nutrition et aux chaînes d'approvisionnement inclusives soient clairement établis.

Conclusions

Il y a de bonnes raisons de se réjouir de la formulation proposée d'un ODD qui invite à des approches holistiques de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'agriculture durable – et qui considère les petits producteurs comme des acteurs centraux. Entre autres, cet objectif incite les chercheurs et les décideurs politiques à travailler ensemble sur de nouveaux programmes intégrés, notamment autour de trois axes : l'agriculture et la nutrition, les chaînes d'approvisionnement alimentaire en milieu rural-urbain, et la productivité, la durabilité et la résilience agricoles. La

¹ Cette prise de conscience est clairement reflétée dans les récents débats autour de l'agriculture et des ODD, mais aussi dans d'autres contextes tels que, par exemple, la récente élaboration d'un Cadre pour la sécurité alimentaire et la nutrition pour le G20, ou l'élaboration antérieure du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine. Voir par exemple Foresight (2011).

question de savoir si et comment ces défis seront abordés de manière intégrée et avec des ressources adaptées aura un impact majeur sur le développement durable, en particulier dans les pays où l'agriculture est un secteur économique important, où l'urbanisation progresse rapidement, où les facteurs de pression sur l'environnement et les risques climatiques sont nombreux, et où l'insécurité alimentaire est très répandue.

Références

Beddington, J., Asaduzzaman, M., Clark, M., Fernández, A., Guillou, M., Jahn, M. et al. 2012. Achieving food security in the face of climate change: Final report from the Commission on Sustainable Agriculture and Climate Change. CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and Food Security (CCAFS). Copenhagen, Danemark.
<http://ccafs.cgiar.org/commission/reports#.VQq3XuGjByE> [Accesible le 1 mars, 2015]

Conway, G. 1998. The doubly-green revolution: Food for all in the twenty-first century. Comstock Publishing Associates, Ithaca, NY, États-Unis.

Foresight. 2011. The Future of Food and Farming. Final Project Report. The Government Office for Science, , Londres, Royaume-Uni.
https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/288329/11-546-future-of-food-and-farming-report.pdf [Accesible le 1 mars, 2015]

FIDA. 2014. Promouvoir le développement en misant sur les liens entre milieu rural et milieu urbain. Fonds international de développement agricole, Rome Italie. Note D'orientation 1 Du FIDA pour l'après-2015.
<http://www.ifad.org/pub/post2015/french/1.pdf> [Accessible le 1 mars, 2015]

Meeker, J. et Haddad, L. 2013. A state of the art review of agriculture-nutrition linkages. An AgriDiet Position Paper.
<http://agridiet.ucc.ie/wp-content/uploads/sites/2/2013/10/AgriDiet-GlobalReview-FINAL-22-10-13.pdf> [Accesible le 1 mars, 2015]

Pretty, J., Noble, A., Bossio, D., Dixon, J., Hine, R.E., Penning de Vries, F.W.T. et al. 2006. Resource-conserving agriculture increases yields in developing countries. Environmental Science & Technology 40(4):1114-9.

Pretty, J., Toulmin, C. et Williams, S. 2011. Sustainable intensification in African agriculture. International Journal of Agricultural Sustainability 9.1, 5-24.

Wiggins, S. et Keats, S. 2013. Smallholder agriculture's contribution to better nutrition. Overseas Development Institute, Londres, Royaume-Uni.
<http://www.odi.org/publications/7317-smallholder-agriculture-nutrition-food-security> [Accesible le 1 mars, 2015]

Commandé par : Le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA)

Publié par : CTA, <http://knowledge.cta.int/>

Édition : J.A. Francis, CTA

Citation: CTA 2016. <http://knowledge.cta.int/>, "auteur" consulté le "date."

Copyright CTA 2016. La reproduction des articles et du matériel publié sur Connaissances pour le développement <http://knowledge.cta.int/fr> est autorisée, moyennant mention des auteurs et de la source.